

Chaque mois, le département Questions sociales du Centre d'analyse stratégique propose une sélection d'informations, d'innovations et d'expérimentations venues d'ailleurs. Elle ne prétend nullement couvrir de manière exhaustive l'actualité sociale internationale, ni contribuer à leur transposition dans le contexte hexagonal. Elle est constituée de choix délibérément subjectifs effectués par les chargés de mission du département dans le cadre de leurs recherches et de leurs rencontres. Que ces informations suscitent l'adhésion, la prudence ou le rejet, leur vocation est de contribuer à animer le débat sur l'avenir des modèles sociaux.

Vous pouvez naturellement alimenter ce recueil en transmettant toute information que vous jugerez utile au contact suivant : sylvain.lemoine@strategie.gouv.fr

janvier 2012

► La curiosité du mois



Afin de ne pas « heurter les sensibilités » religieuses, une directive diffusée par Service Canada, principal point de services du gouvernement fédéral, interdit toutes les décorations de Noël dans ses locaux ouverts au public. Les décorations sont seulement permises dans les sections réservées aux employés.

Source : Quotidien *La Presse*. 2 décembre 2011.

http://www.cyberpresse.ca/actualites/quebec-canada/politique-canadienne/201112/01/01-4473726-pas-de-decorations-de-noel-chez-service-canada.php?utm_categorieinterne=trafficdrivers&utm_contenuinterne=cyberpresse_B4_manchettes_231_accueil_POS1

► La couverture des risques sociaux

Enfance, jeunesse



En Norvège, devant un risque d'exploitation de la misère humaine, des députés souhaitent rendre plus strictes les règles permettant aux femmes étrangères d'être embauchées comme filles au pair. Ces députés proposent que les femmes déjà mères puissent être embauchées.

Même si la proposition est jugée motivée par de nobles sentiments, elle a fait l'objet de vives critiques de la part de certaines de filles au pair, qui estiment qu'elle est discriminatoire. On compte 3000 filles au pair en Norvège, principalement philippines.

Source : The foreigner, 23 décembre 2011.

<http://theforeigner.no/pages/news/officials-propose-stricter-foreign-au-pair-legislation/>



Plus de quatre enfants sur cinq regardent quotidiennement ou presque la télévision. L'académie des pédiatres américaine a édicté des règles strictes : les enfants de moins de deux ans doivent être éloignés de tout type d'écran. Les pneumologues de la société allemande de pneumologue mettent également en garde contre les risques plus élevés de développer de l'asthme pour les enfants qui restent devant les écrans, en s'appuyant sur une étude italienne qui montre que rester longtemps devant la télévision conduit à une respiration faible. Ainsi, les programmes dédiés aux enfants seraient plus nocifs qu'avantageux, notamment pour les enfants de moins de deux ans qui ne sont pas encore en mesure de les comprendre. Une étude canadienne (université de Montréal) a par ailleurs montré qu'une heure supplémentaire devant la télé détériorait la capacité d'écoute en classe et les capacités en mathématique. Ces enfants auraient également un indice de masse corporelle plus élevé et pourraient être plus facilement victimes de violence. Les professionnels de la petite enfance en Allemagne incitent ainsi à ne pas laisser les enfants de moins de deux ans devant un poste de télévision, à contrôler de façon étroite la consommation des enfants, et notamment, de limiter à 30 minutes le temps passé devant l'écran pour les enfants en âge préscolaire. Les écrans de télévision doivent être absents des chambres des enfants et ne pas être allumés le matin avant l'école ou la crèche. Les pédiatres et psychologues soulignent que les enfants ont besoin de jouer, de bouger et d'avoir des interactions avec des humains plutôt qu'avec des écrans pour se développer.

30.10.2011, *Weltonline*

<http://www.welt.de/gesundheit/psychologie/article13685511/Wenn-Eltern-Krabbelkinder-vor-die-Glotze-setzen.html>

Famille



Selon les chiffres de l'Office for National Statistics, un enfant sur trois vit sans son père au quotidien (cela représente 3,8 millions d'enfants). La majorité conservatrice, quand elle était dans l'opposition, avait promis d'introduire une réforme sur la garde des enfants en cas de divorce. Il semblerait que cette promesse voit bientôt sa concrétisation.

Le ministre chargé de l'enfance, Tim Loughton, a indiqué récemment qu'il entendait promouvoir la garde partagée. Le Children's Act de 1989 pourrait être revu pour mentionner

la garde partagée comme principe de base. Une autre option pourrait être, pour le Gouvernement, d'apporter son soutien à la loi proposée par le député conservateur Charlie Elphicke, qui devrait arriver en seconde lecture ce mois-ci. Ce texte prévoit que les décisions de justice respectent le droit des enfants à grandir en connaissant et en fréquentant leurs deux parents. Les associations de défense des pères, comme le Fathers4Justice, défendent cette réforme avec enthousiasme. Il faut néanmoins noter que le projet gouvernemental intervient dans un contexte qui ne lui est pas complètement favorable. En novembre dernier, une commission sur la justice familiale dirigée par l'homme d'affaires David Norgrove a rendu un rapport dans lequel l'hypothèse d'une garde partagée à 50/50 entre les deux parents a été jugée beaucoup trop difficile à mettre en œuvre pour les juges. Le rapport cite des études australiennes pour prouver que les conséquences d'une telle mesure sur le bien être des enfants sont assez négatives.

Source : *Telegraph*, 5 janvier 2012

<http://www.telegraph.co.uk/family/8995395/Divorced-mums-and-dads-could-get-legal-right-to-see-their-children.html>

Dépendance



Les grandes lignes de la réforme du système de prise en charge de la dépendance ont été présentées à la mi-novembre par le ministre de la santé allemand. Elle vise à améliorer la prise en charge des besoins des patients dépendants (notamment des patients souffrant de formes de démences), tout en assurant un financement durable du risque de dépendance. Elle vise également à renforcer la priorité accordée au maintien à domicile et mieux soutenir les aidants. Alors que la population active va diminuer, les besoins en personnel vont continuer à s'accroître dans ce secteur : cette réforme entend ainsi renforcer l'attrait des métiers de la prise en charge de la dépendance.

Pour cela, la définition du besoin de soins de long terme (*Pflegebedürftigkeit*) doit être revue. Les services et prestations doivent être améliorés, notamment pour les personnes atteintes de démences (aides de court terme, plus flexibles ; améliorer l'accompagnement, le conseil notamment en matière de logement, etc.). Concernant les aidants familiaux, cette réforme devrait améliorer les possibilités déjà existantes pour prendre du temps pour soigner leur proche. Une reconnaissance à des droits à la retraite pourrait être accordée de façon simultanée à plusieurs aidants (pour une même personne prise en charge). En matière de financement, il est prévu pour le 1^{er} janvier 2013 une hausse de 0,1 point du taux de cotisation obligatoire de l'assurance publique (ce qui permettrait d'obtenir 1,1 milliard d'euros en plus dans les caisses d'assurance dépendance).

16.11.2011, *Bundesministerium für Gesundheit*, « Eckpunkte zur Umsetzung des Koalitionsvertrages für die Pflegereform »

http://www.bmg.bund.de/fileadmin/dateien/Downloads/Gesetze_und_Verordnungen/Laufende_Verfahren/P/Pflegereform/Eckpunkte_Pflege.pdf

Santé



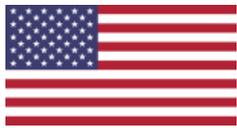
Le tourisme régional de la procréation assistée

L'Institut supérieur de la santé (ISS) a souligné les fortes disparités inter-régionales en matière de procréation assistée en Italie. Les délais pour qu'une femme puisse accéder à un centre de fécondation assistée varient en effet de 7 jours à 2 ans à travers le pays. Ces délais mènent à des pratiques peu déontologiques, certains médecins se faisant payer grassement par des

couples désireux de grimper plus haut dans les listes d'attente, quel qu'en soit le prix. Dans le Val d'Aoste, une semaine suffit, alors qu'en Emilie Romagne ou en Sicile les délais varient entre 10 et 24 mois. Ces écarts entre régions sont renforcés par des normes régionales qui fixent le seuil d'autorisation et de remboursement d'une FIV à des âges différents pour les femmes désireuses de recourir à ces techniques. Ainsi, se développe un tourisme de la procréation, de nombreux couple choisissant des centres de traitement hors de leur région de résidence. L'ISS rappelle qu'un fond national a été mis à disposition des régions afin qu'elles développent leurs centres de procréation assistée. Toutefois, une fois encore, l'utilisation des sommes nationales allouées à ce secteur varie beaucoup entre régions, certaines les ayant utilisées pour réduire les files d'attente et créer des réseaux de centres, d'autres ne les ayant ni utilisées ni réparties entre acteurs sur leur territoire.

« Procreazione assistita : liste d'attesa variabili da 7 giorni a 2 anni », *Il Corriere della sera*, 11 décembre 2011

http://www.corriere.it/salute/11_dicembre_20/procreazione-assistita-liste-attesa-de-bac_f8d3a1fc-2b2c-11e1-b7ec-2e901a360d49.shtml



À l'instar d'autres villes aux **États-Unis**, Somerville, une banlieue de Boston, a interdit la distribution de *junk food* dans les cantines scolaires. En outre, des « marchés fermiers » subventionnés ont été mis en place dans les quartiers défavorisés : les habitants peuvent y acheter des produits avec leurs bons d'alimentation (« *vouchers* »). Il y a dans le pays de véritables déserts alimentaires (absence de tout commerce de bouche à moins de 1,6 kilomètre, excepté des *fast-foods*, plus nombreux aux États-Unis que les supermarchés), dans lesquels vivent plus de 20 millions d'Américains. Désormais, l'ouverture d'un commerce alimentaire ouvre droit à des déductions d'impôts. Une véritable guerre est déclarée contre l'obésité mais l'influence, auprès des politiques, des lobbies industriels est très difficile à combattre. L'enjeu économique est également considérable, et des millions d'Américains travaillent dans l'agro-alimentaire. Leurs problèmes de poids pourraient cependant faire des adolescents américains la première génération à vivre moins longtemps que celle de leurs parents.

Source : quotidien *Le Monde*, 4/01/12



Faisant suite à la publication de plusieurs rapports alarmistes, dont celui de la Care Quality Commission révélant qu'un hôpital public sur cinq ne remplit pas les conditions minimales de dignité et sécurité dans l'accueil des patients, le Premier Ministre David Cameron a annoncé des mesures nouvelles sur le métier d'infirmière. La première, c'est l'obligation de faire des rondes toutes les heures pour s'assurer du confort des patients d'un service, de leur alimentation correcte, de leur niveau d'hydratation. Toutes les unités devront compter un responsable infirmier pour superviser les tournées des infirmières. Ce professionnel sera responsable du niveau de qualité de la prise en charge.

Source : *Telegraph*, 6 janvier 2012

<http://www.telegraph.co.uk/health/healthnews/8996771/Cameron-There-is-a-real-problem-with-nursing-in-our-hospitals.html>



La vie se termine à 45 ans... Des recherches anciennes avaient mis en évidence une diminution des performances cognitives (mémoire, raisonnement, compréhension) après 60 ans. Mais une recherche menée sur des fonctionnaires travaillant à Whitehall (le centre administratif de Londres) suggère que notre déclin est encore plus précoce. Cette étude

menée pendant 10 ans s'est appuyée sur une batterie de tests. Les compétences de raisonnement ont été testées au moyen de 65 questions (calcul mental, sélection du mot approprié dans un contexte précis, etc.), auxquelles les participants devaient répondre en dix minutes. Les compétences verbales ont été testées en demandant de donner la liste de tous les animaux auxquels les personnes pensaient en une minute et, de la même façon, tous les mots commençant par la lettre « s ». Pour ceux qui voudraient faire eux-mêmes le test, le record à battre est de 36 animaux et 32 mots commençant par « s ». Les tests de mémoire portaient sur une liste de 20 mots qui étaient lus aux personnes, qui devaient ensuite en livrer le maximum en une minute. Score maximum : 18 mots. Pour la responsable de l'étude, Francine Grodstein, cette étude montre l'importance de la prévention dès 45 ans. Le régime alimentaire, le fait de ne pas fumer et de faire de l'exercice sont des éléments importants : ce qui est bon pour le cœur est aussi bon pour le cerveau... Les activités de loisirs sont elles aussi centrales dans la prévention.

Source : *Telegraph*, 6 janvier 2012

<http://www.independent.co.uk/life-style/health-and-families/health-news/life-ends-at-45-study-reveals-when-our-mental-powers-start-to-diminish-6285644.html?printService=print>



Selon une enquête de l'OCDE, la densité médicale continue de croître en Suisse. Avec 3,8 médecins pour 1000 habitants en 2010 (contre 3,5 en 2000), le pays se classe désormais deuxième au niveau international, derrière l'Autriche (avec 4,8). La France se situe elle en milieu de classement (avec 3,3). Cette bonne place de la Suisse ne doit cependant pas faire oublier les importantes disparités régionales, les régions périphériques et rurales étant sans surprise les moins dotées. En outre, la Fédération des médecins suisses révèle que cette hausse du nombre de médecins est en partie contrecarrée par la féminisation de la profession. En effet, les femmes, qui sont depuis une dizaine d'années majoritaires parmi les diplômés (61 % en 2010), privilégient des postes à temps partiel et travaillent en moyenne 1 jour de moins que leurs confrères masculins.

Source : Kraft E. et Hersperger M. (2011), "Le sexe et la région jouent un rôle dans la répartition des médecins", *Bulletin des médecins suisses*, 2011 ; 92: 48.

http://www.saez.ch/pdf_f/2011/2011-48/2011-48-1084.PDF



Le laboratoire pharmaceutique Roche a présenté devant la presse scientifique et économique internationale leur programme de « médecine personnalisée ». Le concept consiste à associer un test génétique spécifique à un médicament pour s'assurer de sa potentielle efficacité sur une personne avant de le lui prescrire. En effet, selon l'expression d'un gène particulier ou d'une protéine, un médicament peut être efficace chez une personne et pas chez une autre. La compréhension des mécanismes génétiques liés au cancer étant meilleure que dans d'autres domaines thérapeutiques, c'est dans ce secteur que la médecine personnalisée est la plus avancée. Désormais, les équipes du groupe suisse recherchent dès les premières phases de développement d'une molécule, les biomarqueurs qui pourront déboucher sur un test diagnostique associé. Ce type de travaux, qui se limitaient à 10 projets en 2005, s'élèvent aujourd'hui à 169, dont 22 en phase finale de mise au point de médicaments. Cependant, le développement de la médecine personnalisée ne va pas sans soulever diverses interrogations éthiques : la prise en compte accrue du profil génétique individuel va-t-il

conduire à une sélection des « bons » et des « mauvais » risques par les assureurs maladie ? Ou encore, que faire lorsqu'une personne a un profil génétique qui ne semble répondre à aucune des molécules disponibles pour traiter une pathologie ?

Source : *Le Temps*, 02/12/11



Les pédiatres oncologues viennent d'être reçus par le Conseil fédéral en présence de représentants de Swissmedic et de l'Office fédéral des assurances sociales, pour simplifier le remboursement des médicaments contre les cancers des enfants. En effet, la grande majorité de ces médicaments ne sont pas enregistrés pour des indications pédiatriques, mais adultes. Ils ne sont donc pas considérés comme des traitements standards pour ce groupe d'âge et pour qu'ils soient remboursés par les caisses maladie, il faut que les médecins traitants justifient leur utilisation auprès des médecins-conseils des caisses, ces dernières étant en droit de refuser. La prescription hors indication est estimée entre 50 et 60 % pour l'ensemble de la pédiatrie et à 90 % en oncologie pédiatrique. En effet, l'enregistrement des indications suit une logique commerciale : il faut un marché suffisant pour compenser les coûts des études requises prouvant l'efficacité du produit. Or avec environ 200 cancers pédiatriques, cette spécialité représente un marché trop restreint. Pour remédier à cette situation, Swissmedic propose de valoriser la recherche en pédiatrie en octroyant une prolongation du brevet de cinq ans par rapport aux recherches menées chez l'adulte.

Source : *Le Temps*, 13/12/11



Assurance complémentaire

En 2010, 73 % des israéliens possédaient une assurance complémentaire. L'objectif premier serait d'accéder à des opérations chirurgicales non comprises dans le panier de base de soin de l'assurance maladie obligatoire. Les médicaments qui ne sont pas compris dans ce panier de soin ne sont pas couverts par l'assurance complémentaire publique. Un rapport récent montre que 60 % des bénéficiaires des allocations handicaps ou seniors ont recours à cette assurance complémentaire. Ils jugent apparemment insuffisante l'assurance de base. En outre, contrairement aux idées reçues, parmi la population qui n'a pas souscrit d'assurance complémentaire, 27 % font partie des classes à haut revenus. Ces derniers recourent à une couverture privée onéreuse à la place.

<http://www.jpost.com/LandedPages/PrintArticle.aspx?id=251827>

Jerusalem post. 02/01/2012



Aboutissement des négociations avec les médecins

Un accord avec les internes a finalement été signé et permet de concrétiser un accord global avec les représentants de la profession médicale après plusieurs mois de blocage institutionnel dans les hôpitaux¹. Les internes obtiennent plusieurs contreparties aux efforts de « productivité » qui leurs ont été demandés : une bourse de 60 000 NIS leur sera allouée pour achever leur internat, un jour de congé par semaine, une prime pour ceux qui assurent les gardes du vendredi et un quota significatif de

¹ Cf. fiche de septembre 2011.

garde additionnelle. L'accord sera par ailleurs évalué d'ici 2015. Cet accord spécifique pour les internes ne remet pas en cause le plan médecins signé fin août.

<http://www.jpost.com/LandedPages/PrintArticle.aspx?id=248624>

Jerusalem post. 08/12/2011



Prévention du suicide

Des statistiques sur les taux de suicide ont été publiées en vue d'élaborer un nouveau plan de prévention contre le suicide. Le suicide est la seconde cause de décès parmi les jeunes garçons âgés de 15 à 24 ans et la troisième pour les filles du même âge. Selon ces chiffres, le taux de suicide aurait légèrement diminué ces cinq dernières années, après une relative stabilité la décennie précédente. La prévalence la plus forte s'observe chez les plus de 75 ans ; elle est également forte parmi les adolescents et jeunes adultes. En outre les populations immigrées sont particulièrement affectées. Depuis 2000, un tiers des suicides ont touché des immigrés récemment arrivés et un quart des immigrés arrivés depuis les années 1990.

<http://www.jpost.com/NationalNews/Article.aspx?id=248283>

Jerusalem post. 6/12 /2011



Don d'organes

Les donneurs d'organes potentiels seront dorénavant immédiatement prioritaires pour recevoir un don d'organe pour eux-mêmes ou un proche. Auparavant, ce bénéfice était acquis, mais au bout de trois ans. Cette décision a entraîné une augmentation significative des donneurs. Le fichier de donneurs potentiels a dépassé les 600 000 individus. Un donneur peut choisir de se retirer du fichier à tout moment, cela entraînant la suppression *de facto* des bénéficiaires afférents pour lui et ses proches.

<http://www.jpost.com/Health/Article.aspx?id=251823>

Jerusalem post. 02/01/2012



Selon une étude norvégienne publiée dans la revue scientifique internationale *Addiction*, de légers changements dans les heures de fermeture des bars et autres pubs peuvent avoir un impact significatif sur le nombre d'incidents violents à déplorer les nuits de week-end.

Ainsi, des heures de fermeture repoussées d'une heure entraîneraient 20 cas supplémentaires de violence enregistrés pour 100 000 personnes et par an, soit une augmentation des violences de 16 %. L'inverse serait vrai. L'étude repose sur des données collectées dans 18 villes norvégiennes qui ont expérimenté entre 2000 et 2010 un allongement ou au contraire un raccourcissement des heures d'ouverture des débits de boisson.

Source : Rossow I. and Norström T (2011), *The impact of small changes in bar closing hours on violence: The Norwegian experience from 18 cities*, *Addiction* n° 106.

<http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/j.1360-0443.2011.03643.x/abstract>



Le 6^{ème} sommet national sur les technologies de l'information (« IT-Gipfel ») qui s'est tenu le 6 décembre 2011 à Munich traite de la télésanté (« *ehealth* » en allemand...) et de la télémédecine (« *Telemedizin* » toujours en allemand). Pour encourager le recours à de telles technologies, il a été décidé de mettre en place, d'ici une année (sic), un système d'information et de soutien aux professionnels qui permette de partager l'information existante sur ces dispositifs et leur utilisation. L'objectif est de structurer l'information disponible, d'éviter les doubles emplois, d'économiser des ressources et de permettre des évolutions comparables. Il est également prévu de travailler à l'intégration des standards techniques et médicaux dans les différents systèmes d'information afin de permettre une interopérabilité de ces dispositifs quel que soit le secteur (ambulatoire ou hospitalier), la région, voire le pays. Ce magnifique projet (« *ehealth Initiative* ») est porté par le ministère de la santé, l'équivalent des conseils de l'ordre des médecins, les syndicats de pharmaciens, les fédérations hospitalières, l'association des caisses d'assurance maladie, l'association des caisses d'assurance maladie privée, la société allemande pour la télémédecine, l'association fédérale de l'économie de l'information, de la télécommunication et des nouveaux médias, Atos Deutschland, l'association centrale de l'industrie électrotechnique et d'électronique, et je vous passe encore au moins 4 ou 5 grands acteurs majeurs...

6.12.2011, *Pressemitteilung Nr. 62*, Bundesministerium für Gesundheit



En Allemagne, 45 % des femmes et 60 % des hommes seraient en surpoids ou obèses, d'après une étude de l'OCDE. Le centre de recherche et de traitement de l'obésité de Leipzig a lancé un programme de thérapie par internet. L'idée est d'aider les personnes obèses à contrôler leurs envies soudaines de manger (« *essattacken* »). Pendant les 4 mois du programme, le patient et les thérapeutes communiquent par internet et ont des rendez-vous fixés à l'avance. L'objectif est de donner les moyens aux patients d'observer leurs comportements et de les aider à tenir un journal quotidien alimentaire dans lequel sont notés le nombre d'envies subites de manger par semaine, le contexte, etc. Le patient peut recevoir des conseils d'un thérapeute à tout moment. Aujourd'hui, 25 patients suivent ce programme, mais il y a une grande liste d'attente de patients venant d'Allemagne ou d'autres pays germanophones. Ce programme est étudié de près par les experts qui souhaitent en mesurer l'efficacité : jusqu'à l'été 2012, des questionnaires sont régulièrement envoyés aux patients pour évaluer les effets d'une telle thérapie.

29.12.2011, *Weltonline*, « Fettsüchtige werden jetzt übers Internet therapiert ».

<http://www.welt.de/gesundheit/article13788921/Fettsuechtige-werden-jetzt-uebers-Internet-therapiert.html>



Hanovre est la première ville allemande à interdire l'utilisation de la cigarette électronique (E-cigarette) (*) dans les locaux municipaux et les transports. La municipalité justifie cette décision par l'étude publiée par l'institut fédéral en charge de l'évaluation des risques (*Bundesinstitut für Risikobewertung*) d'après laquelle il n'est aujourd'hui pas possible de dire précisément quelles substances sont rejetées dans l'environnement et à quel niveau, au moment de l'expiration. La municipalité étudie la possibilité d'interdire plus généralement l'usage de la cigarette électronique dans l'ensemble des lieux publics.

(*) Pour ceux qui ont besoin d'une petite explication technique : la cigarette électronique est composée d'un inhalateur, d'un pulvérisateur/ atomiseur, d'une batterie et d'une cartouche rechargeable : le principe est que la nicotine est libérée uniquement au moment où le fumeur tire sur la cigarette. Selon les fabricants, seuls de la nicotine et du glycérol seraient inhalés par le fumeur. Les institutions sanitaires allemandes ne semblent pas partager cette affirmation...

28.12.2011, *Weltonline*, « Hannover verbietet allen Bediensteten die E-Zigarette »

<http://www.welt.de/gesundheit/article13787795/Hannover-verbietet-allen-Bediensteten-die-E-Zigarette.html>



Alors que la médecine traditionnelle et les médecines dites douces ou naturelles (*Naturheilkunde*) sont habituellement présentées comme contradictoires, la médecine « Mind-Body », littéralement de l'esprit et du corps (« *Mind-Body-Medizin* » en allemand...), propose de concilier les deux approches. Cette médecine dite « intégrative » (*Integrative Medizin*) combine les deux afin d'obtenir des résultats plus efficaces. L'objectif est d'obtenir une auto-régulation de l'individu (« mind » doit être compris dans le sens de conscience de son propre corps), de manière à accompagner le mieux possible les traitements médicaux nécessaires. Il s'agit de renforcer les propres forces de l'individu grâce à une attention et à une modification de son style de vie (alimentation, activité physique, relaxation et diminution des stress). Au sein de la clinique de médecines douces et de médecine intégrative de Essen, les traitements conventionnels sont accompagnés par la médecine « Mind-Body » depuis 1999. Le spectre des maladies prises en charge est très large (cas de cancer, de rhumatisme, jusqu'aux traitements de migraines, ou de suite de maladies coronariennes). L'idée est de choisir, parmi l'ensemble des méthodes développées dans cet institut, les plus adéquates pour soigner le patient.

26.12.2011, *Weltonline*

<http://www.welt.de/gesundheit/article13782593/Mind-Body-Medizin-zwischen-Geist-und-Koerper.html>



En Inde, Le footballeur John Terry mène une campagne anti-tabac à son insu

La photo du défenseur britannique John Terry s'est retrouvée par mystère sur les paquets de cigarettes d'une des principales marques indiennes. A l'insu du footballeur, sa photo fait partie de la campagne anti-tabac organisée par le directoire pour la publicité visuelle, lié au ministère de l'Information. Dans ces conditions, les représentants du joueur cherchent à riposter pour combattre cette utilisation non-autorisée de l'image du capitaine anglais.

Cette affaire s'ajoute à plusieurs autres observées en Inde ces dernières années : en 2010, la photo d'un militaire pakistanais s'était glissée dans une publicité gouvernementale, au milieu de personnalités et de célébrités indiennes. Des manuels scolaires contenant une illustration

de Jésus avec une cigarette et une bière à la main avaient même dû être retirés des écoles dans l'État du Meghalaya (nord-est).

Source : <http://inde.aujourdhuiemonde.com/en-inde-le-footballeur-john-terry-mene-une-campagne-anti-tabac-son-insu>
(Aujourd'hui l'Inde, 5 janvier 2011)

Éducation



Aux **États-Unis**, un programme de *chat* sur Internet, nommé *In Case You're Curious (ICYC)*, a été lancé par le *Planned Parenthood* (équivalent américain du planning familial). Les adolescents peuvent poser les questions qui leur tiennent à cœur et obtenir, en tout anonymat, une réponse très rapide. L'éducation sexuelle cible ainsi directement les jeunes, lesquels ne se sentent ni jugés, ni stigmatisés. Or elle ne semble pas, loin de là, être une priorité des collèges et des lycées, dont les budgets sont de plus en plus resserrés et qui subissent la pression des parents et d'organismes religieux en défaveur de ce type d'enseignements. C'est du reste ce qui explique la naissance et même la multiplication de ce type de sites : à Chicago, *Sex-Ed Loop* envoie chaque semaine aux abonnés des petits textes sur la contraception et la prévention des IST ; en Californie, *Hookup* permet aux adolescents de connaître les adresses des centres de soins les plus proches de leur domicile. De telles initiatives apparaissent d'autant plus importantes que c'est avant tout sur Internet que les jeunes cherchent des informations sur la sexualité : plutôt que de les taire, autant les rendre fiables.

Source : quotidien *The New York Times*, 30/12/11
<http://www.nytimes.com/2011/12/31/us/sex-education-for-teenagers-online-and-in-texts.html?scp=1&sq=sex%20education%20gets%20directly&st=cse>



Le **modèle finlandais d'éducation** est toujours au cœur des débats dans le petit monde de l'éducation. A noter ce mois-ci deux articles intéressants sur ce modèle, vu des États-Unis.

Le premier article insiste sur l'accent porté par les enseignants finlandais sur l'individualisation de l'apprentissage et sur le bien-être des enfants, en proposant un reportage réalisé dans une école d'Helsinki lors d'une journée d'observation d'aspirants enseignants au sein d'une classe d'Anglais. L'article rappelle combien **la sélection des étudiants candidats aux métiers d'enseignant est drastique**, puisque **à l'Université d'Helsinki, seuls 6,7 % des candidats au cursus menant à l'enseignement primaire ont été acceptés** (contre 10 % pour les cursus pourtant très sélectifs de droit et médecine). Les candidats sont sélectionnés sur la base des notes qu'ils ont reçues durant leur scolarité, mais également de leurs résultats à un examen d'entrée et d'un entretien de motivation.

Source : *Milwaukee Journal Sentinel Online*, 26 novembre 2011.
<http://www.jsonline.com/news/education/finland-puts-bar-high-for-teachers-kids-wellbeing-ga2tbfr-134546548.html>

Le second article, rédigé par un journaliste finlandais dans un journal américain, pointe l'un des aspects du modèle finlandais que les Américains ignorent, selon lui, volontairement : **l'accent mis sur l'équité plutôt que sur l'excellence, sur la coopération plutôt que sur la compétition**. Il n'existe en effet guère d'école privée en Finlande, et celles qui existent sont financées par la puissance publique et n'ont pas le droit d'exiger de frais de scolarité de la part des parents. Il n'existe pas non plus de test standardisé, sauf en toute fin d'école

obligatoire. Lorsque le gouvernement souhaite connaître l'évolution du niveau des élèves, il fait passer des tests à un échantillon aléatoire d'élèves issus de différentes écoles du pays. **La clé de la réussite selon ce journaliste réside avant tout dans l'indépendance de professeurs hautement qualifiés, sévèrement sélectionnés et bénéficiant d'une formation professionnelle de grande qualité.** Mais elle s'explique aussi par l'attention portée aux élèves, qui bénéficient tous d'un repas gratuit, d'un accès aisé aux soins, de la présence de conseillers psychologues et d'un suivi individualisé.

Source : *The Atlantic*, 29 décembre 2011

<http://www.theatlantic.com/national/archive/2011/12/what-americans-keep-ignoring-about-finlands-school-success/250564/>



Des experts espagnols et anglais des « brimades digitales » (« *digital bullying* ») se penchent sur les campagnes menées en Norvège pour prévenir ce phénomène. Celui-ci consiste à s'en prendre à un camarade de classe, à se moquer de lui et à le harceler par téléphone ou *via* les réseaux sociaux. **Depuis 2009, Telenor Norway, l'autorité norvégienne de régulation des médias, la Croix Rouge et l'association Barnevakten ont conduit une campagne d'information de prévention auprès de 250 collèges,** touchant près de 70 000 adolescents et 12 500 parents.

Source : *Reuters*, 30 novembre 2011.

<http://www.reuters.com/article/2011/11/30/idUS68483+30-Nov-2011+HUG20111130>



Selon une étude norvégienne, il est possible, même lorsqu'on est déjà adolescent, d'améliorer son quotient intellectuel. Pour mettre en évidence ce résultat, les chercheurs de l'université d'Oslo se sont servis du fait qu'entre 1955 et 1972 l'âge de fin de scolarité obligatoire a été repoussé de 14 à 16 ans, de façon progressive et à un rythme différent selon les régions du pays. Par ailleurs, tous les hommes de 19 ans subissent un test de QI lors des journées d'appel (en Norvège, le service militaire est toujours obligatoire pour les hommes). Du coup, il a été possible de comparer les jeunes gens des différentes régions, qui avaient été ou non bénéficiaires de l'allongement de la scolarité obligatoire, en contournant ainsi les problèmes de causalité inversée ou d'auto-sélection souvent rencontrés lorsqu'il s'agit de mettre en évidence un lien de causalité entre durée des études et QI (est-ce parce qu'une personne a fait des études plus longues que son QI est plus élevée ou bien est-ce parce que son QI était plus élevé qu'elle a fait des études plus longues?). **Résultat : une année d'étude supplémentaire augmenterait, toutes choses égales par ailleurs, le QI des jeunes hommes de 19 ans de 3,7 points** (100 est le QI moyen).

Sources : *Los Angeles Times*, 28 décembre 2011 et *Proceedings of the National Academy of Sciences*.

<http://www.latimes.com/health/boostershots/la-heb-iq-education-teens-20111228,0,6697449.story>

<http://www.pnas.org/content/early/2011/12/19/1106077109>



Comment être bien évalué par ses inspecteurs, quand on est enseignant ? La réponse est peut-être à chercher de l'autre côté de la Manche, où les inspecteurs de l'Ofsted (l'équivalent des inspections académiques) ont mis au jour un système de corruption des élèves

perturbateurs visant à les éloigner des classes le jour des inspections. Certains élèves pouvaient ainsi recevoir jusqu'à 100 livres en billets, tandis que d'autres bénéficiaient d'excursions plus ou moins touristiques loin de l'école.

Source : *Telegraph*, 6 janvier

<http://www.telegraph.co.uk/education/educationnews/8995377/Schools-bribing-pupils-to-cheat-Ofsted-inspections.html>



Depuis 1998, il est impossible dans les écoles élémentaires que les classes dépassent les 30 élèves. Mais cette disposition est aujourd'hui de plus en plus critiquée. Une lettre publique émanant des conseils de quartier de Londres a été adressée au ministère de l'Éducation. Elle demande que le « plafond de verre » du nombre maximal d'élèves par classe soit revu à la hausse pour les enfants entre 5 et 7 ans. L'augmentation de la natalité et l'arrivée d'enfants d'immigrés seraient les deux raisons principales de la mobilisation. Il devrait y avoir 550 000 élèves de plus dans les écoles élémentaires d'ici 2018, ce qui équivaut à 2000 écoles supplémentaires (qui n'existent pas pour l'heure). Mais la coalition Libérale-Démocrate n'est pas convaincue par l'idée d'augmenter la taille des classes, cette mesure étant assez impopulaire parmi les parents.

Source : *Telegraph*, 5 janvier 2012

<http://www.telegraph.co.uk/education/educationnews/8995780/Rules-on-infant-class-sizes-should-be-axed.html>

Logement



Inde : Dharavi, le bidonville qui vaut des millions

A première vue, Dharavi n'est qu'un interminable alignement anarchique de petites maisons aux toits en tôle. Les ruelles étroites de ce bidonville ne regorgent pas moins d'une activité débordante et inépuisable : depuis la confection textile ou de poterie en passant par le recyclage du plastique de Bombay, le décor vivant du film *Slumdog Millionaire* est une gigantesque usine informelle, qui génère une activité d'environ 500 millions d'euros par an.

Mais cette incroyable cité économique est en train d'être rongée par les appétits de Bombay. En effet, Dharavi, fondé au début du 20^e siècle en périphérie de la ville, se trouve aujourd'hui au cœur du nouveau centre d'affaires de la capitale économique indienne. Le *Bandra Kurla Complex*, situé à moins d'un kilomètre, accueille à présent les plus grands hôtels, les consulats de France et des États-Unis, et la nouvelle bourse aux diamants. Les deux hectares sur lesquels sont installés, sans réels titres de propriété, ces 750 000 personnes, valent donc de l'or.

Depuis 2002, le gouvernement fédéral a décidé de rénover tout le bidonville, et de mettre à profit ce terrain. Ceci a débouché sur un plan ambitieux, qui prévoit de raser toutes les maisons insalubres, et de reloger, gratuitement, leurs habitants dans des immeubles, grâce à la vente d'une partie du terrain libéré. Le projet, révisé début décembre, pourrait démarrer dans les mois à venir. Il est très contesté, certains l'accusant de laisser sans logement des centaines de milliers de personnes.

Source : <http://www.rfi.fr/asi-pacifique/20111230-inde-bombay-dharavi-bidonville-slumdog-millionaire-asi-biha-bandra-kurla-complex>

http://articles.timesofindia.indiatimes.com/2011-12-29/india/30568068_1_mumbai-s-dharavi-informal-sector-economic-power

(*Times of India*, 29 décembre 2011)



Au Danemark, l'éclatement de la bulle immobilière incite l'industrie bancaire à regarder du côté du modèle allemand. Le Danemark constitue le premier émetteur d'obligations adossées à des prêts hypothécaires. Pour éviter que ne se reconstitue une bulle immobilière, **Realkredit Danmark A/S, le second fournisseur de prêts immobiliers du pays, souhaite que les demandes de prêts soient refusées si la valeur des biens immobiliers pour lesquels ces demandes sont formulées excède ce que les banques allemandes appellent la « mortgage lending value », soit la valeur de long terme du bien, corrigé des fluctuations conjoncturelles.** Selon Klaus Kristiansen, l'un des dirigeants du groupe, le fait pour les banques de refuser ces prêts constituerait un signal puissant adressé au marché, indiquant qu'une bulle est en train de se constituer. D'autres acteurs du secteur bancaire danois ne sont pas de cet avis, faisant valoir qu'on ne saurait restreindre ainsi l'accès à la propriété, et qu'il est bien difficile de définir la valeur du bien en dehors de son prix de marché.

Source : *Business Week*, 13 décembre 2011.

<http://www.businessweek.com/news/2011-12-13/danish-housing-bubble-leads-industry-to-look-to-german-model.html>



Le rapport statistique « Datenreport 2011 »(*) souligne que les coûts du logement deviennent une véritable charge pour de plus en plus d'Allemands, tandis que les personnes les plus « menacés par la pauvreté » (en Allemand, *Armutgefährdete*) épargnent également sur leurs dépenses en chauffage. Le quotidien allemand résume le propos en un titre éloquent : « Quand se chauffer et manger chaud deviennent un luxe » (*Wenn Heizung und warmes Essen zum Luxus werden*). En effet, près de 16 % des plus pauvres ne chauffent pas leur logement correctement et, parmi elles, près d'une sur trois n'est pas en mesure de s'assurer d'au moins un repas chaud tous les deux jours. Pour les Allemands dont les ressources représentent moins d'un cinquième du revenu moyen allemand, le risque de rester pauvre s'est nettement accru depuis une vingtaine d'années. Par ailleurs, le rapport souligne que le taux d'activité des femmes s'est accru au cours de la dernière décennie. Des différences persistent entre l'Est et l'Ouest, notamment en termes de représentations sociales de l'activité professionnelle des femmes : celle-ci est perçue positivement à 92 % pour les Allemands de l'Est, et à 66 % pour leurs homologues de l'Ouest.

(*) Cette publication rassemble tous les deux ans un ensemble de données statistiques concernant la qualité et les conditions de vie des Allemands.

11.10.2011, *Weltonline*

<http://www.welt.de/wirtschaft/article13654041/Wenn-Heizung-und-warmes-Essen-zum-Luxus-werden.html>

► La promotion du lien social et du « vivre ensemble »

Diversité



La ville de Gatineau vient de publier un guide en 16 points pour **faciliter l'intégration des nouveaux immigrants**. On peut y lire qu'il est interdit de tuer quelqu'un au Canada, et plus spécifiquement pour des raisons d'honneur. On conseille aussi aux nouveaux arrivants de faire attention aux odeurs parfois « fortes » de ce qu'ils cuisinent, ce qui peut déranger leurs voisins. On insiste également sur le fait qu'il est interdit de maltraiter ses enfants au Canada. Ce guide a suscité de vives réactions, plusieurs le qualifiant d'infantilisant et de stéréotypant.

Source : Quotidien *The Globe and Mail*. 5 décembre 2011.

<http://www.theglobeandmail.com/news/politics/gatineaus-values-guide-for-immigrants-stirs-controversy/article2259694/>



Afin de ne pas « **heurter les sensibilités** » religieuses, une directive diffusée par Service Canada, principal point de services du gouvernement fédéral, interdit toutes les décorations de Noël dans ses locaux ouverts au public. Les décorations sont seulement permises dans les sections réservées aux employées.

Source : Quotidien *La Presse*. 2 décembre 2011.

http://www.cyberpresse.ca/actualites/quebec-canada/politique-canadienne/201112/01/01-4473726-pas-de-decorations-de-noel-chez-service-canada.php?utm_categorieinterne=trafficdrivers&utm_contenuinterne=cyberpresse_B4_manchettes_231_accueil_POS1



L'actualité récente illustre bien les **conditions de vie précaires des premières nations** du Canada, conditions régulièrement dénoncées dans les médias. La communauté Attawapiskat a ainsi été mise sous tutelle par le gouvernement canadien suite à une demande d'aide. La

Croix-rouge considère en effet que les conditions de vie dans cette réserve indienne sont comparables à celle du tiers-monde. Cette décision est cependant contestée par plusieurs : la mise sous tutelle perpétuerait une forme de paternalisme à l'égard de ces minorités, alors qu'un simple soutien aurait été possible.

Source : Radio-Canada. Jeudi 01 décembre 2011

<http://www.radio-canada.ca/regions/Ontario/2011/11/30/008-attawapiskat-gestion-tiers.shtml>



L'anglais menace-t-il les langues indiennes ?

L'anglais est considéré comme l'une des ressources ayant permis à l'Inde de se propulser au rang de superpuissance économique. La classe moyenne et supérieure indienne maîtrise en effet cette langue. Si le Hindi est officiellement la langue nationale, utilisée en politique, dans le

commerce et la communication, au quotidien c'est pourtant bien la langue anglaise qui joue ce rôle dans un pays qui compte 22 langues officielles.

Selon des linguistes, l'anglais pourrait menacer les langues officielles indiennes. Cette situation présente des avantages et des inconvénients : d'un côté, l'anglais permettrait à l'Inde de se distinguer de la Chine dans la compétition internationale, comme le rappelle le rédacteur en chef de *The Economist* – Bill Emmott. De l'autre, l'histoire de l'Inde depuis son indépendance, en 1947, révèle que toute ombre portée sur les langues indiennes comporte un risque de divisions et de réactions violentes.

Source : <http://www.bbc.co.uk/news/world-asia-15635553>

(BBC, 29 novembre 2011)



Aux **États-Unis**, en particulier à New York, les bibliothèques de quartier, y compris publiques (à l'instar des écoles), voient leur catalogue d'ouvrages non anglophones s'accroître en raison de la diversité ethnique et linguistique croissante de la population. Les

principaux éditeurs misent eux aussi sur la publication de livres dans plusieurs langues (parmi les plus concernées : l'espagnol, le chinois et le coréen).

Source : quotidien *The New York Times*, 2/01/12

<http://www.nytimes.com/2012/01/03/nyregion/queens-libraries-serve-59-languages.html?scp=1&sq=queens%20libraries%20speak&st=cse>



Pour la première fois dans l'histoire du Brésil, un recensement montre que la majorité de la population du pays est noire ou métissée : 50,7 % sur un total de 190 732 694 habitants recensés. Etant donné que l'on confond souvent, au Brésil, race et couleur de peau, la population noire serait encore plus importante selon certains experts. Le pourcentage de

brésiliens qui se définissent comme noirs ou métis est passé de 44,7 % à 50,7 % depuis 2000, et témoigne sans doute de la revalorisation de la culture africaine dans l'histoire nationale. La grande nouveauté de ce dernier recensement est ainsi la valorisation de l'identité afro-brésilienne. La majeure partie de la population noire se concentre dans le nord

et le nord-est du pays et que le taux d'analphabétisme y est le plus élevé dans la tranche des plus de quinze ans (de 24,7 à 27,1 %). Ces statistiques mettent à mal le mythe de la « démocratie raciale ». Le recensement confirme ainsi que les inégalités restent très fortes dans le pays et restent associées à la couleur de la peau. La moitié de la population brésilienne vit avec au maximum 375 reales par mois, un chiffre inférieur au salaire minimum (510 reales). 70,8 % des 16,2 millions de personnes qui vivent dans l'extrême pauvreté sont noires. Globalement, les noirs et les métis touchent des salaires plus bas que les blancs et les asiatiques (salaires 2,4 fois plus élevés), meurent plus jeunes du fait de conditions de vie précaire, d'un accès difficile aux soins de santé et du fait de violences. Rappelons que, lors du premier recensement brésilien en 1872, on divisait la population en deux groupes, les hommes libres et les esclaves. Ces derniers, originaires d'Afrique ou descendants d'Africains, représentaient alors 15 % de la population.

Égalité femmes/hommes



Certains élus et associations républicains, aux **États-Unis**, suggèrent d'empêcher plus drastiquement les femmes noires d'avorter... au nom de l'anti-racisme. Un représentant au Congrès, Trent Franks, a ainsi eu l'idée d'une loi qui s'appellerait « *Prenatal Nondiscrimination Act* ». Selon lui, en effet, « 40 à 50 % des bébés afro-américains sont tués avant leur naissance » (selon la confusion entretenue par les opposants à l'IVG, le mot « bébés » est employé ici au sens de « fœtus », voire d'« embryons »). Il va plus loin : « c'est la première cause de décès chez les Africains-Américains » qui, finalement « se portaient mieux sous l'esclavage ». La démocratie et le droit à l'avortement auraient donc généré une nouvelle forme d'eugénisme. Ce sont surtout les femmes noires elles-mêmes qui seraient responsables : horrifiées à l'idée de mettre au monde un bébé noir, elles préféreraient interrompre leur grossesse. Oubliées les diatribes conservatrices contre la paresse et la criminalité supposées des Noirs en raison de leur « nature » et contre leurs habitudes matrimoniales (et sexuelles). Néanmoins, l'engouement soudain de certains Républicains pour des politiques publiques « *color-conscious* » a de quoi faire sourire : racisme et sexisme peuvent donc tout à fait s'alimenter l'un l'autre.

Source : quotidien *The Washington Post*, 7/12/11

http://www.washingtonpost.com/opinions/republicans-color-the-abortion-debate/2011/12/06/gIQAAbNvpa0_story.html

Discrimination

t



La main d'œuvre étrangère est en hausse sur les chantiers de construction en Italie. 2 travailleurs du secteur sur 10 sont des immigrants (majoritairement roumains, albanais, maghrébins, polonais et slovaques). Toutefois, ceux-ci gagnent jusqu'à 22 % de moins que leurs collègues italiens, en particulier dans le sud de l'Italie, selon l'Institut de recherche économique et sociale (Ires). Par ailleurs, ils sont 1,6 fois plus mis au temps partiel comparativement aux italiens employés du secteur du bâtiment (mi-temps massivement compensé par un travail au noir). Un rapport (<http://www.ires.it/node/1572>) conjoint de l'Ires et du syndicat du bâtiment (Fillea Cgil) dévoilé le 15 décembre 2011 dénonce cet état de fait ainsi que la corruption et les

conditions dans lesquelles les ouvriers travaillent, et tout particulièrement les étrangers, qu'ils soient en situations régulière ou irrégulière.

« Edilizia, migranti sempre più discriminati », *rassegna.it*, 15 décembre 2011

<http://www.rassegna.it/articoli/2011/12/15/81175/edilizia-migranti-sempre-piu-discriminati>



Discrimination des femmes

Des ONG ont déposé une requête auprès de la Haute Cour de Justice et demandé que le Ministère de l'Education soit saisi pour modifier des pratiques discriminatoires contre les jeunes filles dans les écoles religieuses ultra-orthodoxes. Des documents démontreraient qu'un quota officieux de 30 % limiterait le nombre de filles admises dans ces écoles, notamment les plus prestigieuses, et bien que ces écoles soient largement financées par le public. Cette démarche s'inscrit dans un mouvement global de la société civile israélienne qui s'inquiète d'une dérive des mouvements ultra-orthodoxes (« Haredi »). Ces mouvements minoritaires opèrent récemment une ségrégation accrue des femmes dans l'espace public, que ce soit dans les écoles, dans les bus ou dans les rues.

<http://www.jpost.com/LandedPages/PrintArticle.aspx?id=248690#>

<http://www.jpost.com/LandedPages/PrintArticle.aspx?id=251808#>

<http://www.jpost.com/JewishWorld/JewishFeatures/Article.aspx?id=251544>

Jerusalem post 8/12/2011

Pauvreté



En Allemagne, ce sont 12 millions de personnes qui sont considérées comme "menacées par la pauvreté", soit plus de 14 % de la population, selon le rapport sur la pauvreté de 2011 (*Armutsbbericht 2011*, publié par le *Paritätische Gesamtverband*). Le taux de pauvreté se maintient à un haut niveau et cela, malgré un taux de chômage qui a diminué ces dernières années et malgré une relativement bonne résistance de l'économie allemande à la crise. Cela s'expliquerait par le fait que les créations d'emploi ont surtout concerné des emplois mal rémunérés. Le rapport souligne surtout les disparités régionales en termes d'évolution de la pauvreté. Certaines régions ont été particulièrement touchées par l'augmentation de la pauvreté, comme la Rhénanie-Westphalie, la Ruhr, le Mecklembourg-Poméranie, Brême ou Berlin. Cela pourrait conduire à des troubles sociaux, similaires à ceux observés à Paris ou à Londres ces dernières années, notamment dans la région de la Ruhr, peuplée de 5 millions d'habitants.

21.12.2011, *Weltonline*

<http://www.welt.de/dieweltbewegen/article13779325/Experte-warnt-vor-sozialen-Unruhen-im-Ruhrgebiet.html>



Baraques de briques et de tôles, la favela Rocinha qui concentre quelques 120 000 personnes, est tombée. Depuis trente ans aux mains des narcotrafiquants, elle est désormais sous contrôle des forces de sécurité brésiliennes. Le combat (parachutistes, fusiliers marins et troupes d'élites à l'appui et poubelles en guise de barricades) continue pour pacifier la ville avant le Mondial 2014. Déploiement inédit par son ampleur, les forces de l'ordre se sont précipitées à retirer les draps blancs que les habitants avaient accrochés sur les façades en signe de paix. Selon le rituel bien connu depuis le programme de pacification mis en place en 2008, des soldats restent en faction pendant deux ou trois mois avant que l'UPP, la police de proximité, prenne le relais. Mais dans la favela du Complexo do Alemão, après une opération qui a fait 37

morts, on attend toujours le déploiement de la police communautaire, faute de personnels formés.

Source : « L'armée occupe la principale favela de Rio de Janeiro », *Le Monde*, 15.11.2011

► Divers sujets d'intérêt



L'entreprise pharmaceutique Naari, sise à Bâle, exige de l'État américain du Nebraska la restitution d'un anesthésiant qu'il utilise pour l'application de la peine capitale. Dans une lettre aux autorités, Prithi Kochgar, directeur de l'entreprise, indique que cette dernière refuse que ses produits soient employés pour exécuter des condamnés. Il précise avoir remis son médicament à un intermédiaire à des fins d'utilisation médicale en Zambie. En lieu et place, cet intermédiaire aurait vendu le produit aux États-Unis.

Source : *Le Matin*, 30/11/11



Une loi interdisant aux entreprises en construction condamnées pour **fraude fiscale** de décrocher des contrats publics a été adoptée par la Ville de Montréal en décembre 2011. La loi visant à sanctionner certaines pratiques frauduleuses dans l'industrie de la construction indique que tout sous-traitant condamné pour fraude fiscale devient inadmissible à tout contrat public. Impossible pour l'instant de savoir avec précision combien de contrats seront annulés à Montréal. La Ville dit être en train de réviser l'ensemble de ses contrats pour déterminer lesquels peuvent être résiliés. Le maire Tremblay a indiqué mardi que les mandats pour lesquels les travaux n'ont pas encore commencé seront annulés.

Source : Quotidien *La Presse*. 13 décembre 2011.

<http://www.cyberpresse.ca/actualites/regional/montreal/201112/13/01-4477404-loi-sur-les-entrepreneurs-frauduleux-la-liste-noire-cause-des-maux-de-tete-a-montreal.php>



Les autorités du très protestant canton de Neuchâtel veulent abroger l'interdiction de danser les jours de fêtes religieuses : actuellement, les discothèques doivent rester closes sept jours par an, soit le dimanche des Rameaux, le Vendredi-Saint, le dimanche de Pâques, l'Ascension, le dimanche de Pentecôte, celui du Jeûne fédéral et le jour de Noël. Le Conseil d'état vient d'envoyer une lettre aux communes pour les consulter sur le sujet, en stipulant que « les danses publiques ne sauraient être considérées comme irrespectueuses envers les religions. Les interdire lors de toutes les fêtes chrétiennes principales n'a plus de sens ». Le Conseil d'état propose néanmoins de maintenir l'interdiction pour le Vendredi-Saint, car ce n'est pas un jour de fête mais de commémoration, ainsi que pour Noël, pour ne pas amplifier la banalisation commerciale de cette fête familiale. Si Neuchâtel reste le dernier canton romand à fermer ses discothèques pour des raisons religieuses, d'autres connaissent aussi des interdits à connotation sacrée. Le Jura, par exemple, proscrit les manifestations sportives et musicales, «les jeux de quilles» et les jeux d'argent, les jours de grandes célébrations religieuses.

Source : *Le Matin*, 29/11/11



Comment faire des cours de sport à l'école un facteur d'épanouissement ? Au terme d'une enquête menée sur 447 élèves de 12 ans en moyenne, deux chercheurs de l'Institut des sciences du sport de l'Université de Berne ont obtenu une réponse : il faut donner aux enseignants de nouvelles directives pédagogiques en leur demandant notamment de valoriser les performances individuelles des élèves plutôt que la compétition et la comparaison avec leurs camarades. Sur 23 classes-tests, 16 professeurs de gymnastiques ont ainsi reçu des consignes pédagogiques nouvelles, tandis que 6 classes servaient de groupe contrôle. Les enseignants devaient fournir à chaque élève un retour individuel et personnalisé sur ses performances d'une semaine à l'autre et les engager à réfléchir à leur amélioration. Un autre exercice visait à renforcer la gestion des émotions en exhortant les élèves à entreprendre avec le soutien des enseignants des exercices demandant du courage ou pouvant susciter une certaine peur. En une vingtaine de semaines, les élèves ayant suivi les cours avec la nouvelle méthode pédagogique présentaient une amélioration significative de l'image qu'ils avaient d'eux-mêmes. Leurs performances sportives se sont même révélées globalement meilleures que celles des classes contrôle.

Source : Conzelmann, A., Schmidt, M. & Valkanover, S. (2012). Persönlichkeitsentwicklung durch Schul-sport. Theorie, Empirie und Praxisbausteine der Berner Interventionsstudie Schulsport (BISS). Bern: Huber.



Le dispositif de contrôle populaire du budget municipal consiste à faire participer les citoyens aux assemblées plénières régionales et thématiques au cours desquelles les grandes orientations les concernant sont déterminées. Les délégués élus par les citoyens identifient les besoins précis des quartiers et sont à l'origine des projets pour répondre à ces besoins sociaux. En outre, quatre conseillers par région siègent au conseil du budget participatif (COP). La chambre des représentants valide ensuite le budget. Le nombre des participants des habitants est passé de 976 en 1990 à 18 583 en 2001 et se situe à environ 15 000 aujourd'hui. Des résultats concrets ne font pas défaut : en 1989, 70 % des habitants vivaient dans des quartiers reliés au réseau d'égouts ; en 2004, la proportion atteignait 84,3 %. De 1989 à 2004, environ cinquante-trois mille familles ont bénéficié de la régularisation des titres de propriété foncière et de nouveaux logements. Aujourd'hui des pratiques clientélistes se sont introduites et un changement réglementaire a limité les possibilités d'accès à l'information et la prise de décision des délégués. Est-ce que l'expérience pionnière de la démocratie participative serait en train de s'enliser ?

Source : <http://www.monde-diplomatique.fr/2011/10/A/21113>



Quand un ministre indien veut censurer internet

Début décembre, le ministre des Télécommunications a déclaré vouloir prendre des mesures pour retirer les articles "offensants" et "blasphématoires" recensés sur des sites tels que Google, Twitter et Facebook. Kapil Sibal aurait été particulièrement irrité par des sites critiquant Sonia Gandhi, la présidente du Congrès (le parti au pouvoir) et le Premier ministre indien Manmohan Singh. Il aurait aussi été choqué par des montages photo de cochon courant dans les rues de la Mecque. Le ministre a rencontré les représentants de ces sites et leur aurait demandé de retirer certaines images et certains mais ces derniers auraient refusé d'intervenir.

M. Sibal s'est défendu d'avoir recours à la censure, arguant que le contenu en question risquait d'exacerber les tensions religieuses et communautaires en Inde. Une explication qui n'a toutefois pas convaincu la majorité des internautes indiens. Ceux-ci ont en effet réagi,

traitant le ministre d' "idiot" ou même de "fasciste", sur des sites de réseaux sociaux comme Facebook et Twitter.

En 2011, le gouvernement indien aurait fait 68 demandes de retrait de contenu à Google, affirmant notamment que *Google Earth* pouvait faciliter les attaques terroristes. En 2010, le gouvernement aurait tenté d'avoir accès aux messages échangés via les smart-phones Blackberry, et même menacé d'interdire les services de courrier électronique sur ces téléphones, avant de faire marche arrière.

Source : <http://inde.aujourdhuilemonde.com/quand-un-ministre-indien-veut-censurer-internet> (*Aujourd'hui l'Inde*, 7 décembre 2011).



Le suicide d'une étudiante qui se disait victime de harcèlement, Marjorie Raymond, relance le débat sur **l'intimidation dans le milieu scolaire**. Le Parti québécois demande à la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, d'améliorer son plan d'action contre l'intimidation. Ce plan date de 2008. Il est appliqué dans les 69 commissions scolaires conventionnelles du Québec, y compris celle que fréquentait l'adolescente de 15 ans. Son coût total annuel est d'environ 6 millions de dollars. Sa gestion est décentralisée pour que chaque commission l'adapte selon ses besoins. En avril dernier, la ministre Beauchamp a promis de le bonifier. Selon un sondage de la Centrale des syndicats du Québec, le plan d'action avait peu d'impact sur le terrain.

Source : Quotidien *La Presse*. 30 novembre 2011.

http://www.cyberpresse.ca/actualites/quebec-canada/justice-et-faits-divers/201111/30/01-4473199-le-debat-sur-lintimidation-est-relance-a-lassemblee-nationale-.php?utm_categorieinterne=traffidivers&utm_contenuinterne=cyberpresse_les-plus-populaires-actualites_section_ECRAN1POS1



Ville éternelle vs bubble-gum 1-0

Opération éclair dans les rues de Rome : la chasse au chewing-gum est déclarée. Chaque jour, selon l'Ama (le service de nettoyage de la ville), 15 000 chewing-gums (qui mettront 5 ans à se dégrader) sont jetés sur la voie publique de la capitale italienne, soit 5,5 millions par an, y compris dans les sites archéologiques. Or, comme enlever un chewing-gum coûte 1 euro aux services de nettoyage, le compte est vite fait... Coup d'éclat du maire et de ces services de nettoyage donc : les 13 et 17 décembre, volontaires et employés municipaux se sont évertués à nettoyer et récuperer bitume et marbre, rues et bancs publics de ces gommes à mâcher.

Toutefois, la propreté de la capitale demeure un véritable problème, de nombreux espaces verts ne sont plus entretenus et le ramassage des poubelles s'effectue au compte-goutte. Les services de nettoyage, au-delà des actions de communication, ont encore fort à faire pour redorer leur blason.

« Rome déclare la guerre aux 15 000 chewing-gums jetés dans ses rues chaque jour », *Le Monde*, 19 décembre 2011

http://www.lemonde.fr/europe/article/2011/12/19/rome-declare-la-guerre-aux-15-000-chewing-gums-jetes-dans-ses-rues-chaque-jour_1620459_3214.html



Surpopulation dans les prisons italiennes

Dans son Annuaire 2011 publié le 16 décembre, l'Institut national de la statistique fait le point sur la situation des détenus dans les prisons italiennes. La surpopulation des prisons est généralisée sur le territoire. En moyenne, il y a 160 détenus pour 100 places. Toutefois, les écarts régionaux sont flagrants :

la région des Pouilles bat ainsi le record de 203 personnes incarcérées pour 100 lits initialement prévus. Toutes les régions sont en infraction, la région « la plus vertueuse », le Trentin, dépassant elle aussi le seuil réglementaire avec 108 détenus pour 100 places. Fin 2010, l'Italie comptait 67 961 détenus, soit 4,9 % de plus que l'année précédente. Les femmes ne représentaient que 4,6 % de cette population, et les étrangers 36,7 %. Par ailleurs, les mesures alternatives à la détention augmentent (plus 37,4 % entre 2008 et 2009).

Istat (2011), *Annuario statistico italiano*, Istat

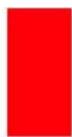
<http://www.istat.it/it/archivio/48261>



La Commission on Assisted Dying, composée de médecins et de parlementaires reconnus, propose que les médecins généralistes soient autorisés à prescrire des doses de médicament mortelles à des personnes en fin de vie. Dans un rapport publié le 5 janvier, la Commission considère que la loi actuelle est indaptée. Le fait d'aider une personne à mourir est punissable d'une peine pouvant aller jusqu'à 14 ans d'emprisonnement. Les services de police ont plusieurs affaires de ce type en cours. Mais jusqu'à présent, aucune poursuite n'a été engagée. La Commission relève la complexité d'une telle situation, qui est à la fois très angoissante pour les familles et les personnels médicaux et lourde à gérer pour les services de police et de justice amenés à faire respecter la loi. Le rapport estime à un millier le nombre de personnes aidées chaque année à mourir en Angleterre et au Pays de Galles. Il propose que la décision d'assistance médicale au décès soit précédée d'un avis médical indépendant et que les patients concernés aient une période de 15 jours de réflexion. Le Gouvernement n'a pour l'instant pas fait connaître sa position sur la question, qui soulève, au-delà des questions éthiques, des interrogations politiques, le risque étant de se voir reprocher de vouloir pousser à la mort des patients âgés et malades dans un contexte de baisse du budget de la santé. Du côté des médecins, les avis sont également partagés. Ces professionnels craignent en effet que les propositions de la Commission faussent la relation de confiance qu'ils doivent avoir avec leurs patients. Certaines associations, comme Care Not Killing, soulignent que de telles dispositions sur la mort médicalement assistée placeraient un poids considérable sur les épaules des personnes les plus vulnérables, qui pourraient se sentir en quelque sorte obligées de mourir pour alléger les contraintes que leur état ferait vivre à leurs proches et aux équipes médicales.

Source : *Telegraph*, 5 janvier 2012

<http://www.telegraph.co.uk/health/healthnews/8992593/Allow-assisted-suicide-for-those-with-less-than-a-year-to-live.html>



Haut débit : encore loin du compte

Le nouveau gouvernement Monti ne possède pas de ministre ou secrétaire d'État dédié à l'innovation. Dans le budget, si la part allouée aux infrastructures atteint 12,5 milliards, rien n'est prévu pour « le digital ». En 5 ans, aucun gouvernement n'a spécialement dédié des fonds à la couverture complète du pays par le haut et très haut débit, ne concrétisant ainsi pas l'Agenda Digital Européen par une stratégie nationale. La plupart des fonds proviennent aujourd'hui de l'Union Européenne, comme le déplore entre autre la Confindustria (représentant des dirigeants d'entreprises en Italie). Aujourd'hui seulement 5,4 % des entreprises implantées en Italie se sont lancées dans la vente en ligne, alors que l'objectif de l'Agenda digital européen est de 33 % des PME d'ici à 2015. Par ailleurs, seuls 51,5 % des italiens surfent sur Internet (l'objectif européen étant de 85 % d'ici à 2015). Telecom Italia, face au manque de stratégie

politique, a ainsi annoncé en décembre le lancement d'un programme de sensibilisation à Internet pour les 60 ans et plus (cours prévus dans une douzaine de ville en 2012).

« Monti, ti interessa il Web ? », *l'Espresso*, 19 décembre 2011

<http://espresso.repubblica.it/dettaglio/monti-ti-interessa-il-web/2168828>



Variations et invariances

L'organisation de nos journées évolue au cours du temps. Selon l'Institut national de la statistique, comparativement à la situation de 1988, les jeunes passent désormais environ 19 minutes en moins par jour à l'éducation et à la formation. Parallèlement, leur temps libre augmente (plus 33 minutes) et tout comme le temps de trajet (23 minutes en plus).

Concernant les actifs, le temps de travail a augmenté de 12 minutes et le temps de déplacement de 17 minutes alors que le temps libre demeure stable. (L'institut souligne toutefois sans surprise que les femmes restent pénalisées en matière de temps libre par rapport aux hommes, comme elles sont davantage « absorbées » par les tâches domestiques.)

« Giovani: cala il tempo dedicato allo studio », *rassegna.it*, 6 décembre 2011

<http://www.rassegna.it/articoli/2011/12/6/80836/giovani-cala-il-tempo-dedicato-allo-studio>



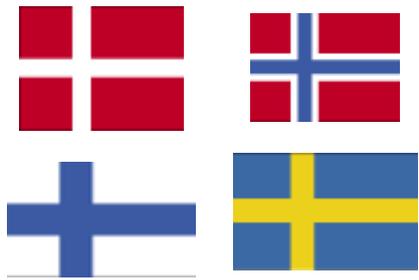
Le gouvernement israélien vient d'approuver un projet finançant la création d'une ferme écologique dans le désert du Neguev, qui mêle nouvelles technologies énergétiques et agricoles et respect des valeurs traditionnelles des bédouins. Le gouvernement financera ce projet de 22 millions à hauteur de 10 millions. Des financements additionnels seront apportés par l'autorité de régulation des campements bédouins et divers financements locaux et privés. Cette ferme écologique produira des produits laitiers et carnés bio. Les femmes bédouins contribueront en outre à la protection des végétaux locaux. Au niveau énergétique, des techniques d'énergie renouvelables (photovoltaïque), de recyclage des déchets et de conservations des sols seront mobilisées et développées afin d'atteindre une autonomie de fonctionnement. Le projet repose sur l'implication des communautés bédouin de la région. Le projet est organisé sous forme coopérative, auxquels participent aussi bien des hommes que des femmes, ce qu'il faut souligner dans une aire culturelle où l'égalité entre les femmes et les hommes est insuffisamment développée.

<http://www.jpost.com/LandedPages/PrintArticle.aspx?id=248603>

Jerusalem post 08/12 /2011

PAYS

REFERENTS



Pierre-Yves Cusset



Virginie Gimbert



Marie-Pierre Hamel



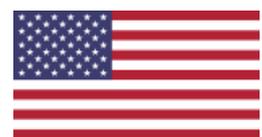
Noémie Houard



Caroline Lensing-Hebben



Guillaume Malochet



Marie-Cécile Naves



Mathilde Reynaudi



Sarah Sauneron



Vanessa Wisnia-Weill

Travaux coordonnés par **Sylvain Lemoine**
sylvain.lemoine@strategie.gouv.fr